PRISES DE POSITION AU SUJET DE L'ACCORD DE MUNICH DANS LA PRESSE ALLEMANDE

Otto Kimminich

Dans les années 1964 et 1965 de nombreuses prises de position au sujet de l'Accord de Munich, rédigées par des experts connus, parurent dans la presse quotidienne, particulièrement dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Peu d'entre elles traitèrent d'un partage de la région des Sudètes entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie (telles les lettres du Prof. Dr. Hall, FAZ du 13. 1. 65 et du Prof. Dr. Schweitzer, FAZ du 19. 1. 1965). Dans toutes les autres, la question territoriale passa, avec raison, au second plan, tandis que les problèmes juridiques étaient examinés sous les aspects les plus différents.

Un nombre étonnamment élevé de spécialistes de droit international et de droit public s'est penché ces temps derniers sur les accords de Munich. Les prises de positions les plus importantes furent celles du Prof. Dr. Fritz Münch, (FAZ du 1. 6. 1964), du Prof. Dr. Hubert Armbruster (*Die Welt* du 3. 9. 1964), du Prof. Dr. Otto Bachof (FAZ du 17. 11. 1964), du Prof. Dr. Günter Dürig (FAZ du 17. 11. 1964), du Prof. Dr. Ernst Forsthoff (FAZ du 17. 11. 1964), du Prof. Dr. Friedrich Klein (FAZ du 3. 2. 1965) et du Dr. Dr. Kurt Rabl (FAZ du 22. 2. 1965).

Tous ces savants sont d'accord sur le fait la conclusion de l'Accord de Munich fut juridiquement valable. On retrouve une unanimité presque aussi nette sur le fait que le gouvernement fédéral ne pourrait utiliser avec succès cet Accord lors d'une conférence de paix pour faire valoir des revendications territoriales vis-à-vis de la Tchécoslovaquie. Pour ce qui est de la rupture de l'Accord par suite de l'entrée des Allemands dans le reste de la Tchécoslovaquie les opinions divergent. Certains auteurs y voient une rupture de l'Accord, sans cependant tirer des conséquences claires pour la situation juridique actuelle. D'autres font remarquer que la violation d'un accord international ne l'annule pas automatiquement, mais autorise l'autre partenaire à le dénoncer. On signale aussi que l'obligation de garantie de l'Allemagne ne pouvait pas encore exister en Mars 1939. Certes on est unanime pour reconnaître que l'occupation du reste de la Tchécoslovaquie était de toute façon contraire au droit international, cependant on souligne que cela ne répond pas à la question de la validité de l'Accord, laquelle réclame une étude poussée, tenant compte des règles du droit contractuel international. On attire l'attention sur les problèmes de la promesse de garantie faite aussi par les puissances occidentales, de la résiliation, des conséquences de la

guerre, de la déclaration de Potsdam au sujet de „l'Allemagne dans ses frontières de 1937“. On souligne que le problème de l'Accord de Munich ne se situe pas sur le plan territorial, mais qu'il y a d'autres questions juridiques en suspens, telle par exemple celle de la nationalité des Allemands des Sudètes.